

Communiqué

FEDERATION CGT DES CHEMINOTS

de Presse

01 49 88 61 08
com@cheminotcgt.fr

FRET FERROVIAIRE : STOP A LA DESINFORMATION ET A LA DIFFAMATION !

Dans un article paru ce jour, mercredi 23 février 2011, intitulé : « La CGT s'offre une campagne de publicité aux frais du CCE », le quotidien LE FIGARO, exprime à nouveau dans ses colonnes des propos diffamatoires à l'égard de la CGT, des élus du CCE ainsi que du CE Fret de la SNCF.

Le journal *LE FIGARO*, relayant ainsi une plainte de la SNCF envers le CCE de la SNCF et le CE fret vis-à-vis de cette campagne, profite du moment pour organiser une nouvelle attaque en règle contre la CGT qui aurait commandé cette campagne sur le fret et utilisé de l'argent à vocation sociale.

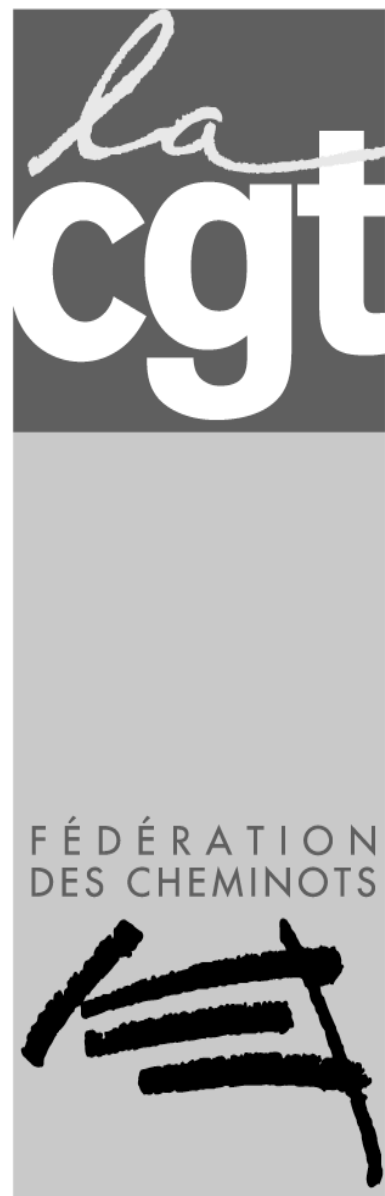
Jonglant entre désinformation, méconnaissance du dossier, mensonge et diffamation, *LE FIGARO* s'offusque d'une campagne qui servirait la Fédération CGT des Cheminots dans le cadre de la campagne des élections professionnelles à la SNCF prévues le 24 mars.

Contrairement à ce qu'affirme le quotidien, ce sont les élus des organisations syndicales représentatives des salariés au bureau du Comité Central d'Entreprise de la SNCF (CGT-UNSA-SUD.Rail-CFDT) du 19 janvier 2011 et au bureau du CE Fret (CGT-UNSA-SUD.Rail-CFDT), du 10 janvier 2011, qui ont décidé d'une campagne d'affichage grand public sur le fret ferroviaire.

Cette campagne organisée par le CCE SNCF et le CE Fret est destinée à sensibiliser largement la population, les élus politiques, les chargeurs, sur l'avenir du Fret SNCF et les conséquences de la politique de casse du transport de fret ferroviaire orchestrée par la direction de la SNCF et le Gouvernement. Elle s'inscrit dans les prérogatives économiques d'un CE.

Contrairement aux propos du journaliste, le financement de cette campagne par le CCE et le CE fret est réalisé sur le budget de fonctionnement, totalement distinct du budget des activités sociales. Il n'y a donc pas d'utilisation d'argent à vocation sociale.

Le budget de fonctionnement est utilisé pour permettre à un CE quel qu'il soit d'assurer ses prérogatives économiques au service des salariés et donc des cheminots. Un aspect contesté tous les jours par les directions d'entreprises qui voudraient cantonner les CE et CCE à la gestion des activités sociales.



263 RUE DE PARIS
93 515 MONTREUIL CEDEX
TÉL. 01 49 88 61 00
FAX 01 48 57 95 65

Dans une période où la campagne électorale bat son plein à la SNCF, les libéraux les plus décomplexés tentent par leurs relais médiatiques de discréditer les syndicats, et notamment la CGT, qui dénoncent le démantèlement programmé du fret SNCF certes, mais plus largement de l'entreprise publique SNCF.

De telles pratiques démontrent bien que le gouvernement et la direction de la SNCF sont gênés de voir le sens et les conséquences de leurs choix économiques et politiques mis sur la place publique.

Ils le sont d'autant plus qu'ils essaient d'ignorer la montée de la **dénonciation par les chargeurs de la stratégie de casse du wagon isolé**, et au moment où de nombreux comités de défense des triages Fret, rassemblant la population, des élus politiques, des chargeurs, des organisations syndicales se développent pour s'opposer aux choix destructeurs de la SNCF et des pouvoirs publics et exiger la tenue d'un débat public sur l'avenir du transport de marchandises.

Corrélativement, l'actualité récente l'a mis en exergue, **les usagers de la SNCF n'ont pas manqué de manifester leur mécontentement, y compris par la grève quant à la dégradation de la qualité du service public SNCF.**

A la lecture de cet article, la Fédération CGT des Cheminots va demander un droit de réponse au journal *LE FIGARO* pour permettre à ses lecteurs et à l'opinion publique de connaître la vérité. La Fédération CGT des cheminots se réserve également le droit d'ester le journal LE FIGARO en justice pour diffamation.

Montreuil, le 23 février 2011